Globethics Repository



La course à la présidentielle en République centrafricaine

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see https://www.globethics.net. Data and content policy of Globethics Repository see https://repository.globethics.net/pages/policy.

Item Type	Preprint
Authors	Smith, David L.
Publisher	Institute for Security Studies (ISS)
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-11-12 02:21:25
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/224655

ISS INSTITUT D'ÉTUDES DE SÉCURITÉ

NUMÉRO 2 | SEPTEMBRE 2014

Rapport sur l'Afrique centrale

La course à la présidentielle en République centrafricaine

David L Smith

Sommaire

Dix-huit mois après que les forces rebelles aient renversé l'ancien président François Bozizé, la situation reste très instable en République centrafricaine (RCA). Afin de rétablir l'ordre, la présidente par intérim Catherine Samba-Panza s'est entourée de ministres de diverses allégeances politiques. Peu de progrès ont toutefois été accomplis jusqu'à présent : les pourparlers de paix n'ont pas permis la mise en œuvre d'un processus de désarmement volontaire, de larges zones du pays restent sous le contrôle des rebelles et les affrontements sont monnaie courante. Le principal défi de la mission de l'ONU dans le pays, la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA), est d'organiser des élections présidentielles en 2015. Est-ce que l'un des nombreux candidats qui devraient se présenter sera capable de réunir le pays, marqué par de profondes divisions ? Rédigé sur la base d'une étude de terrain réalisée à Bangui à l'été 2014, ce rapport fait un tour d'horizon des candidatures potentielles à la présidentielle.

Les préparatifs des élections centrafricaines de 2015 prennent le pas sur les efforts visant à transformer cet État fantôme en un État fonctionnel. Un an et demi après que les rebelles de la Séléka soient entrés dans la capitale Bangui, renversant le président élu François Bozizé, les violences et les divisions sont plus que jamais présentes. Une coalition chrétienne, les anti-Balaka, s'est créée afin de lutter contre les rebelles de la Séléka, divisant de facto le pays en deux, et les forces internationales surveillent la ligne de fracture.

La Séléka, qui tire son épingle du jeu grâce à un appui extérieur, semble décider de tout et refuse de se laisser désarmer ou de coopérer avec l'administration intérimaire. Les anti-Balaka s'accrochent eux aussi à leurs armes, afin de se défendre contre les combattants rebelles.

Pendant ce temps, les élections présidentielles de 2015 se rapprochent inexorablement. La communauté internationale a déterminé l'ordre du jour tandis que le Conseil national de transition, un organe exécutif non élu mis en place au début de l'année, est chargé de préparer le terrain.

Lors d'une réunion le 10 janvier dernier, les dirigeants de la région ont nommé Catherine Samba-Panza, vendeuse d'assurance ayant brièvement occupé les fonctions de maire de Bangui, au poste de présidente par intérim pour une période d'un an devant se terminer en février 2015. Elle ne sera pas autorisée à se présenter lors des élections présidentielles. Aussitôt nommée à ce poste, que beaucoup considèrent comme mal conçu, plusieurs candidats pressentis au scrutin de 2015 ont commencé à manœuvrer afin de bien se positionner dans la course. À peine 6 mois après son entrée en fonction, Mme Samba-Panza a déjà remplacé son Premier ministre et remanié le gouvernement. Comme l'on pouvait s'y attendre, les anti-Balaka et les membres de la Séléka ont dénoncé le fait que l'autre clan ait été favorisé dans ce processus.

Les élections auront-elles lieu en 2015? Au moment d'écrire ces lignes, aucun report n'était officiellement prévu. Toutefois, il y aurait des discussions au sein de la communauté internationale à propos d'un report de quelques mois. Quoi qu'il en soit, il y aura des élections en Centrafrique en 2015. Les Nations unies (ONU), l'Union africaine (UA), la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), la France, l'Union européenne (UE) et les États-Unis, qui fournissent les efforts financiers, matériels et humains de l'entreprise en cours de consolidation de la pai, ont trop à perdre pour accepter un report du scrutin.

> Les élections auront-elles lieu en 2015? Il y aurait des discussions au sein de la communauté internationale à propos d'un report de quelques mois

La liste des prétendants supposés au poste de président s'allonge au fil des mois, mais il est relativement facile d'identifier les principaux candidats. Basé sur des études de terrain réalisées à Bangui en mai et en juin 2014, ce rapport présente ces candidatures, analyse leurs forces et leurs faiblesses, sonde l'opinion publique et se penche sur la suite du processus électoral.

Contexte

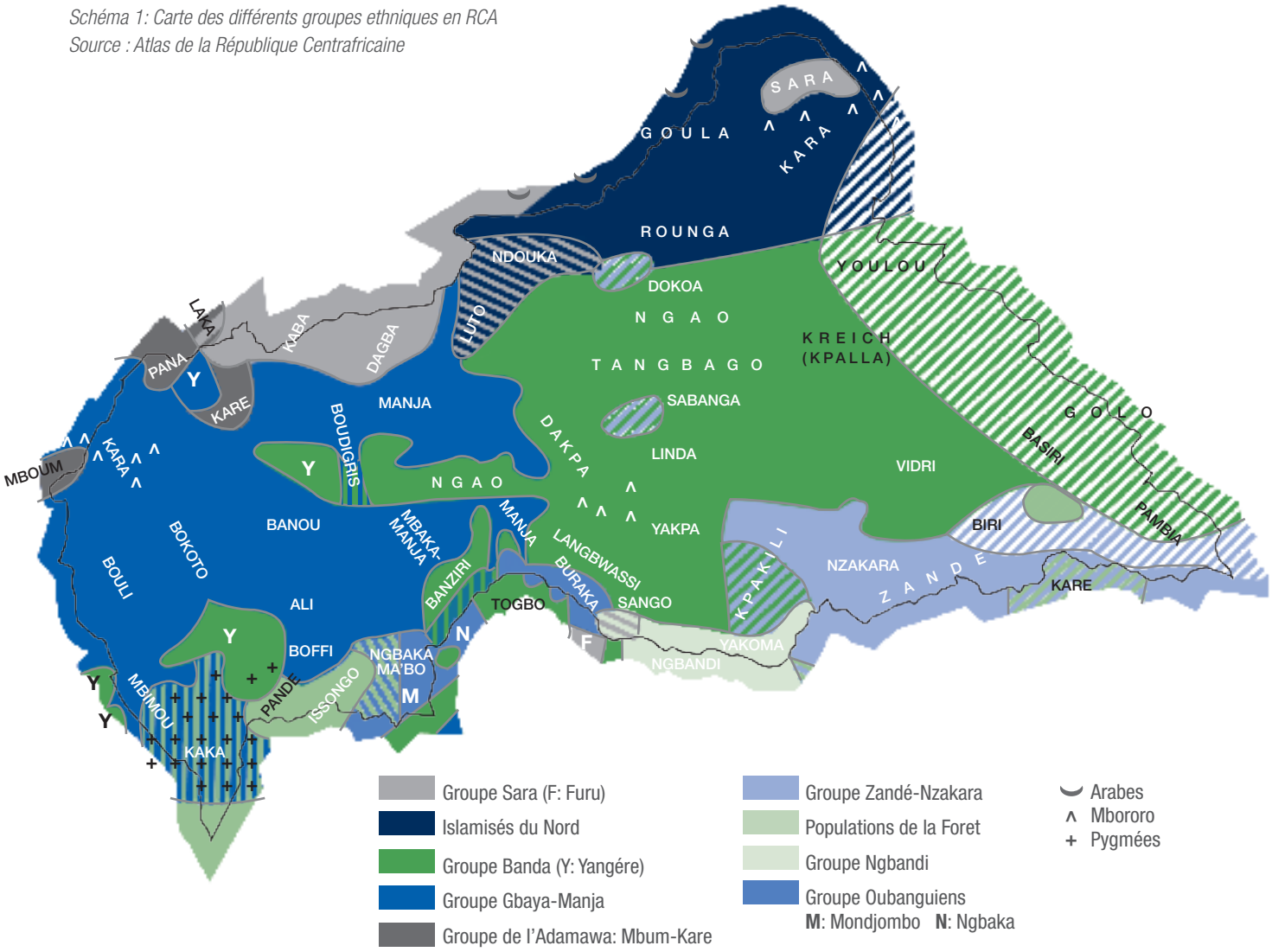
Les Centrafricains élisent les membres des conseils locaux depuis 1946, c'est-à-dire presque 15 ans avant d'avoir obtenu l'indépendance vis-à-vis de la France. Barthélémy Boganda, l'homme que les électeurs centrafricains avaient choisi pour devenir le premier président du pays, meurt dans un accident d'avion trois mois seulement avant l'indépendance du pays. Bien qu'il n'ait jamais dirigé le pays, Boganda est sûrement le seul politicien tenu en haute estime par la plupart des Centrafricains.

La liste des présidents depuis l'indépendance est relativement courte : David Dacko, Jean-Bedel Bokassa, André Kolingba, Ange-Félix Patassé, François Bozizé, Michel Djotodia et Catherine Samba-Panza. Dacko a été deux fois président, avant et après Bokassa, qui l'avait renversé pour mettre fin à son premier mandat. C'est ensuite Kolingba qui a renversé Dacko avec l'aide de l'armée, puis Bozizé qui a renversé Patassé. Dix ans après, c'est au tour de la coalition rebelle Séléka, dirigée par Djotodia, de renverser Bozizé.

La corruption, l'inefficacité, le népotisme et la violence ont marqué le passage au pouvoir de ces dirigeants. Marqué par une succession de coups d'État et de contre-coups d'État, par le favoritisme ethnique et régional ainsi que par la corruption à grande échelle, le pays est aujourd'hui tout en bas des classements sur le développement humain et possède très peu d'institutions fonctionnelles. Impuissants, les politiciens

DIX ANS APRÈS AVOIR RENVERSÉ LE PRÉSIDENT PATASSÉ, BOZIZÉ S'EST À SON TOUR FAIT RENVERSER PAR UNE COALITION REBELLE DÉNOMMÉE SÉLÉKA.

Schéma 1: Carte des différents groupes ethniques en RCA
Source : Atlas de la République Centrafricaine



centrafricains ont perdu toute crédibilité auprès de la population. Près de 55 ans après l'indépendance, il n'est pas rare d'entendre les Centrafricains appeler leurs dirigeants («les aventuriers»)[1].

Il est rare que les électeurs choisissent leur candidat ou leur parti sur la base de leur programme. Le choix se fait plutôt en fonction des origines ethniques. C'est pourquoi l'origine ethnique de chaque candidat potentiel, lorsque connue, sera mentionnée dans cette étude. Le schéma 1 représente les différentes ethnies que l'on peut trouver en RCA.

L'organisation du scrutin – Le rôle de l'Autorité Nationale des Élections

L'organisation et la gestion des élections de 2015 repose sur l'Autorité Nationale des Élections (ANE), basée à Bangui. Ce corps électoral national a été doté des missions suivantes:

- Organiser un recensement électoral
- Créer une liste électorale numérisée
- Mettre en place des centres de vote et de comptage au moins deux mois avant le début de la campagne électorale
- Nommer et former les responsables des bureaux de vote et de comptage
- Mener des campagnes d'information durant la période pré-électorale
- Accréditer les observateurs nationaux et internationaux[2]
- Compter les votes et publier les résultats

L'ANE estime avoir besoin de 40 millions de FCFA[3] pour organiser les élections. Ce chiffre semble bas au vu du travail qu'il reste à accomplir et des conditions dans lesquelles elle doit s'acquitter de ses tâches. Le plus gros défi est probablement la création de la liste électorale. Personne ne sait combien de personnes vivent en RCA, et personne ne sait où ces personnes vivent. Il est estimé qu'un tiers des habitants sont soit des déplacés, soit des réfugiés provenant d'autres pays (voir le schéma 2, qui détaille la densité de la population en RCA).

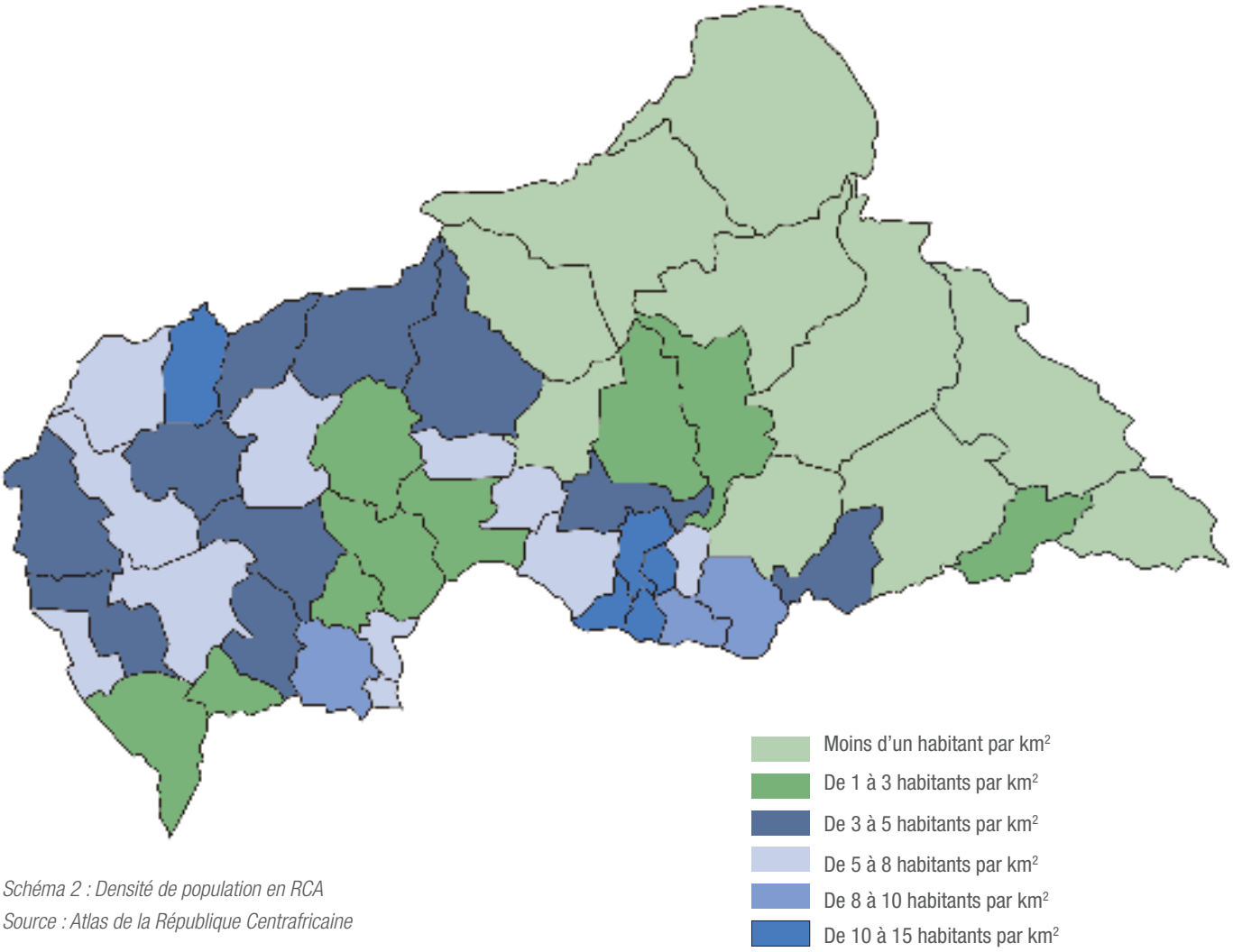


Schéma 2 : Densité de population en RCA
Source : Atlas de la République Centrafricaine

2003

DERNIER RECENSEMENT EFFECTUÉ EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le dernier recensement en Centrafrique date de 2003; il s'agissait seulement du troisième depuis l'indépendance. Il y avait 2 056 000 Centrafricains en 1975, 2 688 426 en 1988 et 3 895 139[4] en 2003. La population actuelle est estimée aux alentours de 4,5 millions[5]. La plupart des registres nationaux de naissance et de décès ont été détruits par la Séléka entre 2012 et 2013, en même temps qu'une bonne partie des infrastructures administratives[6].

La liste électorale dressée pour le scrutin de janvier 2009, remporté par Bozizé, avait fait l'objet de critiques de la part des opposants mais aussi des observateurs, qui reprochaient un parti-pris en faveur des régions dominées par le groupe ethnique du président en exercice. D'ici à ce qu'une nouvelle liste soit établie, il s'agit pourtant du seul document que les autorités ont à leur disposition.

L'ANE n'est pas la seule à faire face à des défis qui semblent insurmontables. Dans ce pays où les infrastructures de transport sont faibles voire quasi-inexistantes, et où les caisses du Trésor public est vide, les autorités locales devraient avoir des difficultés à préparer des élections crédibles et transparentes dans le délai imparti.

La mission onusienne déployée en septembre 2014 est chargée de l'appui à l'organisation des élections. À cet égard, son mandat est défini comme tel:

> Définir, favoriser et fournir l'assistance technique nécessaire au processus électoral et procéder à tous les préparatifs utiles, à l'appui des autorités de transition et en collaborant d'urgence avec l'Autorité nationale des élections, en vue de la tenue, au plus tard en février 2015, d'élections libres, régulières, transparentes et ouvertes à tous, auxquelles les femmes participeront pleinement et effectivement à tous les niveaux, dès le début, et auxquelles prendront également part les déplacés et les réfugiés centrafricains.[7]

L'UE est aussi très impliquée dans la préparation des élections. Bruxelles a débloqué quelque 20 millions d'euros afin d'assumer les coûts de l'enregistrement des votants, l'impression des bulletins, la formation, l'équipement, les salaires et l'éducation des électeurs[8].

Les prétendants au trône

Le nombre de candidats potentiels va varier d'ici le mois précédant le vote[9]. Alors que le gouvernement transitionnel en est à la moitié de son mandat, huit personnes ont officiellement annoncé leur candidature, se sont enregistrées auprès de la Commission électorale et ont payé les frais requis de 5 millions de FCFA[10].

Selon une étude effectuée en juin 2014, le nombre de candidats potentiels s'élève à 42. Il est bien sûr tout à fait possible que plusieurs d'entre eux ne se présentent finalement pas, parce qu'ils ne sont pas capables de rassembler les fonds nécessaires, parce qu'ils décident de former une alliance avec un autre candidat potentiel, ou encore parce qu'ils ne sont pas choisis pour représenter leur parti. Ces possibilités sont notées dans les profils des candidats.

Si l'on se réfère aux élections passées –et il y a peu de raison de croire que le scrutin de 2015 sera différent des précédents, très peu de candidats potentiels ont de réelles chances de l'emporter.

En RCA, il est fréquent qu'un candidat perdant demande une compensation sous la forme d'un portefeuille ministériel ou d'un autre poste de haut-niveau. Cette stratégie s'est parfois avérée payante[11].

> En RCA, il est fréquent qu'un candidat perdant demande une compensation sous la forme d'un portefeuille ministériel ou d'un autre poste de haut-niveau

Portraits

Les portraits des candidats potentiels qui sont présentés dans ce rapport sont basés sur des entretiens avec les intéressés eux-mêmes ou avec des responsables de la société civile, des membres du Conseil national de transition, des représentants du pouvoir judiciaire, des membres de l'Autorité nationale des élections, des universitaires, le clergé, des diplomates de haut-niveau et des journalistes. Dans la plupart des cas, les personnes interrogées ont demandées à conserver l'anonymat afin de pouvoir s'exprimer librement.

Bangui a la réputation d'être un moulin à rumeurs. Peu de centrafricains ont confiance en leurs représentants politiques et beaucoup sont convaincus que leur pays est dirigé par des forces étrangères.

> Les candidats sont souvent identifiés par la population, à tord ou à raison, comme étant « le choix de la France », « l'homme de Washington » ou « le candidat du Tchad

Anicet Georges Dologuélé

(né en 1957, origine ethnique : Kaba)

Anicet Georges Dologuélé a été l'un des premiers à annoncer officiellement sa candidature à la présidence, possiblement parce qu'il a besoin de plus de temps que les favoris pour se préparer.

Son parti, l'Union pour le renouveau centrafricain (URCA), est un groupe dissident du Mouvement du Libération du Peuple Centrafricain (MLPC), un parti plus ancien et plus établi. Dologuélé a été ministre des Finances sous le Premier ministre Michel Gbezera-Bria puis Premier ministre de 1999 à 2001, année lors de laquelle il a été congédié par le président Patassé. Il a quitté la politique la même année pour devenir président de la Banque de développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC), un poste qu'il a occupé jusqu'en 2010. Dologuélé est ensuite revenu en RCA pour former l'URCA en 2013.

Lors de son passage au sein de l'administration Patassé, Dologuélé était connu sous le nom de Monsieur 10%, un sobriquet peu flatteur qui trouve sa source dans des accusations de blanchiment d'argent. En dépit de plusieurs controverses et accusations de détournement, son bilan à la tête de la BCEAO est évalué plutôt favorablement.

Bien qu'il ne soit pas considéré comme un vainqueur potentiel, plusieurs partisans du MPLC pourraient être tentés de voter pour lui. L'URCA est trop jeune pour avoir eu le temps de s'organiser et d'être bien représentée à travers le pays. En cas de lutte entre l'URCA et le MPLC, il est donc clair que c'est ce dernier qui en sortira vainqueur.

Marie-Reine Hassen (né en 1954)

Marie-Reine Hassen est la candidate du Mouvement pour le Rassemblement et le Changement en Centrafrique (MRC). Ex-femme de Jean-Bedel Bokassa et ancienne Ambassadrice au Sénégal, elle a occupé les postes de vice-ministre des Affaires étrangères de 2006 à 2007, de vice-ministre de l'Économie, de la planification et de la coopération internationale de 2007 à 2008 puis de vice-ministre pour l'Intégration régionale et la Francophonie de 2008 à sa démission en 2009, sous Bozizé. Elle passe depuis lors le plus clair de son temps en France, où elle s'occupe de ses intérêts économiques.

Elle n'est pas considérée comme une candidate sérieuse à la présidence, et le fait que son père soit Tchadien ne joue pas en faveur.

Fidèle Gouandjika

(né en 1955, origine ethnique : Mandja)

Fidèle Gouandjika se présente en tant que candidat indépendant. Il n'est pas nouveau dans le paysage politique car il a déjà occupé le poste de ministre des Postes, des télécommunications et des nouvelles technologies, de 2005 à 2008, puis de ministre de l'Agriculture et du développement rural de janvier 2009 jusqu'à la chute de Bozizé.

Originaire de la localité de Sibut-Damara, un ancien bastion Kwa na Kwa (Bozizé), il n'est pas considéré comme un candidat sérieux. Ses chances de succès seraient meilleures s'il formait une alliance, mais cela est peu probable. Gouandjika est connu pour avoir supposément détourné d'énormes montants destinés aux agriculteurs lorsqu'il était ministre de l'Agriculture, contribuant à la perte généralisée de confiance des Centrafricains envers leurs politiciens.

> Gouandjika est connu pour avoir supposément détourné d'énormes montants destinés aux agriculteurs lorsqu'il était ministre de l'Agriculture

Magloire Lamine (né en 1958)

Magloire Lamine se présente en tant que candidat indépendant. Économiste basé en France, il est connu en RCA en tant que contributeur pour l'Agence Centrafricaine de Presse (www.lanouvellecentrafrique.info/tag/magloire-lamine). Ses textes, très critiques de la façon dont le pays est dirigé, ne sont pas accessibles à la majorité des Centrafricains puisque l'accès à Internet est très limité dans le pays. Il se lance dans la course relativement méconnu et sans infrastructure de parti pour le soutenir.

Xavier Sylvestre Yangongo

(né en 1946, origine ethnique : Ngbaka)

Xavier Sylvestre Yangongo se présente en tant que candidat indépendant. Il a passé l'intégralité de sa carrière au sein de l'armée et a occupé plusieurs hautes fonctions au sein du gouvernement. Il a été nommé ministre responsable du Désarmement sous l'administration Patassé, en août 2001, puis conseiller présidentiel sur la restructuration des forces armées sous l'administration Patassé, en janvier 2003, et enfin ministre en charge du Désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion (DDR) sous l'administration Bozizé, en avril 2011.

Yangongo est le neveu du père fondateur de la RCA Barthélémy Boganda, mais cela est loin d'être suffisant pour qu'il soit propulsé au pouvoir. Alors que l'électorat exige que des candidats à la fois le désir et la capacité de créer un environnement stable et sécuritaire dans le pays, ce que Yangongo n'a pas été en mesure de démontrer tout au long de sa carrière militaire. Il ne s'est de plus jamais prononcé contre la politique menée par le gouvernement. Il a été décrit comme un « mouton que Bozizé mène par le bout du nez. Point final. Il ne sait pas comment parler ».[12]

> Yangongo est le neveu du père fondateur de la RCA Barthélémy Boganda, mais cela est loin d'être suffisant pour qu'il soit propulsé au pouvoir

Jean Willybiro Sacko

(né en 1946, origine ethnique: Bofi)

Jean Willybiro Sacko se présente en tant que candidat indépendant. Magistrat, ancien agent de police et Ambassadeur en France, il possède une carrière remarquablement positive au sein du gouvernement centrafricain, où il a été ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique d'avril 2011 à 2013. Son plus récent succès est toutefois d'avoir su négocier habilement l'Accord de Libreville en 2013, accord qui a permis la mise en place du gouvernement d'unité nationale (qui s'est toutefois écroulé avec le renversement de Bozizé). Originaire de Boda, une petite ville au nord-ouest de Mbaiki, il est plus connu dans la localité de Berberati, un des plus gros centres urbains du pays.

Sacko fait l'objet de commentaires exceptionnellement positifs de la part d'une grande partie de la société civile , mais son âge avancé et l'absence de soutien d'un parti le privent de toute chance d'être élu président. Il est néanmoins considéré comme un candidat sérieux avec un passé exempt de toute malversation, ce qui est suffisamment rare en politique centrafricaine pour être souligné. Les observateurs politiques

accordent de l'importance à sa candidature sur la base des liens qu'il pourrait développer avec d'autres candidats. Un observateur a déclaré à son sujet : 'Je le respecte, je voterais même pour lui, il n'a jamais trempé dans des affaires louches'.[14]

Théodore Kapou (né en 1964, origine ethnique : Gbaya)
Théodore Kapou se présente en tant que candidat indépendant. Ancien président de la Communauté des églises apostoliques en Centrafrique, il est nouveau sur la scène politique. Contrairement à la plupart des candidats, il n'a occupé aucun poste ministériel. Il a toutefois travaillé en tant qu'observateur électoral pour la mission de l'ONU en Côte d'Ivoire. Ses chances de succès sont considérées comme nulles.

Sylvain Sami (né en 1971)
Sylvain Sami se présente en tant que candidat indépendant. Il a annoncé sa candidature depuis Paris en juin dernier, présentant son programme sur Internet (www.presidencerepublique.sitew.fr/#Programme_Politique). Bien que son programme semble complet, Sami n'est appuyé par aucun parti et n'est pas connu du grand public. Vouloir atteindre l'électorat au moyen d'Internet n'est pas une bonne stratégie en Centrafrique. Ses espoirs sont considérés vains.

> Vouloir atteindre l'électorat au moyen d'Internet n'est pas une bonne stratégie en Centrafrique. Ses espoirs sont considérés vains

Martin Ziguélé (né en 1957, origine ethnique : Kaba)
Martin Ziguélé, chef du Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain (MLPC) est l'un des favoris à la présidentielle. Bien qu'il n'ait pas encore confirmé officiellement à la Commission électorale sa candidature, il est très probable qu'il saisira ses chances de remporter l'élection. Premier ministre sous l'administration Patassé de 2001 à 2003, il a été ministre des Finances juste avant que Bozizé ne soit déchu.

Il est considéré comme l'un des favoris non seulement en raison de sa popularité, mais aussi de l'appui dont il bénéficie auprès du MLPC, une machine bien rôdée. Il s'agit du seul parti à posséder une grosse infrastructure à travers le pays. Sa présence dans les 16 préfectures lui permet de faire campagne dans ce pays où les réseaux de communication et les infrastructures sont faibles voire quasi-inexistants, rendant extrêmement difficile la circulation de l'information.

> Il est considéré comme l'un des favoris non seulement en raison de sa popularité, mais aussi de l'appui dont il bénéficie auprès du MLPC

Son plus gros handicap reste qu'il est largement considéré comme partiellement responsable de l'entrée de la Séléka dans Bangui, l'an dernier. Il n'aurait pas réagi suffisamment tôt pour condamner leur percée, et ses opposants considèrent que son inaction visait à se débarrasser de son principal adversaire, Bozizé. Autre fait qui joue en sa défaveur : il est originaire du nord-ouest du pays, tout comme l'ancien membre du MLPC Anicet Georges Dologuélé, ce qui conduira sûrement à une division des votes.

Il est de plus reproché au MLPC d'avoir délaissé le bastion du parti sur le plan développemental lors de son dernier mandat au pouvoir. De plus, Ziguélé aura du mal

EN RCA, LES RÉSEAUX DE COMMUNICATION ET LES INFRASTRUCTURES SONT FAIBLES VOIRE QUASI-INEXISTANTS, RENDANT EXTRÊMEMENT DIFFICILE LA CIRCULATION DE L'INFORMATION

à convaincre les habitants du Sud de voter pour lui, ceux-ci reprochant aux nordistes de s'être accrochés pendant bien trop longtemps au pouvoir, au détriment du reste du pays. « La machine MLPC est trop puissante et tient le pays en otage grâce à la corruption généralisée. Ils veulent seulement le pouvoir, à n'importe quel prix, et chercheront à se venger s'il l'obtiennent.»[15]

Charles Armel Doubane (né en 1966, origine ethnique : Zandé)

Il ne reste plus à Charles Armel Doubane qu'à soumettre la documentation nécessaire à la Commission électorale pour être déclaré officiellement candidat. Travaillant depuis sa résidence temporaire à l'hôtel Ledger de Bangui, il bâtit ses appuis grâce à une bonne couverture médiatique, et par le biais des ONG et des bailleurs de fonds potentiels. Même s'il est un des candidats les plus jeunes[16], il possède une expérience politique considérable. Il a été nommé ministre en charge des Relations avec le parlement sous l'administration Patassé, en février 1997; ministre de l'Éducation nationale sous l'administration Bozizé, en septembre 2006; et Ambassadeur auprès de l'ONU sous l'administration Bozizé, depuis 2011[17]. Il a refusé le poste de ministre des Affaires étrangères qui lui a été offert en 2013 par l'administration Djotodia, préférant rester Ambassadeur à l'ONU. Fils d'un sultan de Zemio, dans le sud-est de la RCA, franc-maçon, ex-banquier et professeur de droit, Doubane aurait plusieurs appuis extérieurs de taille, notamment le président congolais Denis Sassou-Nguesso et des éléments de l'administration Obama[18]. Il est de façon générale considéré comme le candidat de choix pour les intérêts anglo-saxons[19]. Il bénéficierait aussi de l'appui du sultan actuel de Bangassou, Maxime Mbringa, qui a été administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Bangui.

> Doubane est réputé pour son intégrité, une qualité rare en politique centrafricaine.

Bien qu'il ait peu de chances de l'emporter, Doubane pourrait profiter de la campagne pour se faire connaître et préparer le terrain pour les prochaines élections. L'amélioration de l'éducation est un des piliers de son programme[20]. Qualifié par un fonctionnaire rencontré de « petit piment qui fait mal », Doubane est réputé pour son intégrité, une qualité rare en politique centrafricaine.

Guy Moskit (né vers 1968)

Guy Moskit est l'un de ces candidats flanqués de l'étiquette peu flatteuse d' « aventurier ». L'un des plus jeunes prétendants à la présidence, Moskit a fait ses armes au sein des différentes administrations Bozizé. Il a été nommé vice-ministre des Affaires étrangères en charge de l'intégration régionale et de la Francophonie en décembre 2003, puis vice-ministre des Affaires étrangères en septembre 2004. Originaire de Mongoumba dans la préfecture de Lobaye, près de la frontière avec le Congo- Brazzaville, Moskit est « plus considéré comme un Congolais que comme un Centrafricain. Bozizé a fait appel à ses services pour renforcer ses appuis dans le sud-ouest, tandis que Moskit a utilisé ses contacts chez les francs-maçons pour

> Guy Moskit est l'un de ces candidats flanqués de l'étiquette peu flatteuse d' « aventurier »

DOUBANE BÂTIT SES APPUIS GRÂCE À UNE BONNE COUVERTURE MÉDIATIQUE, ET PAR LE BIAIS DES ONG ET DES BAILLEURS DE FONDS POTENTIELS

rapprocher Bozizé de Sassou-Nguesso. Il n'a aucune vision et aucune chance de l'emporter. Personne ne le connaît excepté dans les cercles politiques français, et là encore, seul le Front national lui accorde une certaine crédibilité.»[21]

> Rares sont ceux qui s'opposeraient à son entrée en lice car elle est considérée à Bangui comme une femme intègre

Béatrice Epaye (origine ethnique: Kaba)

Béatrice Epaye n'a pas encore annoncé officiellement sa candidature. Rares sont ceux qui s'opposeraient à son entrée en lice car elle est considérée à Bangui comme une femme intègre. Actuellement membre du CNT, elle possède une longue carrière politique au sein de l'administration Bozizé : elle a été trois fois ministre du Commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises (en 2005, 2006 et 2008) puis ministre du Commerce et de l'industrie en janvier 2009. Mais elle est davantage connue pour avoir fondé et dirigé l'ONG locale La Voix du Cœur, un refuge-école pour les enfants sans-abris de la capitale.

Au parlement, elle a représenté la ville de Markounda, dans le nord-ouest du pays, près de la frontière tchadienne. Ancienne membre du MLPC, elle volera sans aucun doute des votes à Martin Ziguélé si elle décide de se présenter. Au CNT, elle représente actuellement la localité de Bossangoa, une des régions les plus touchées par les violences sectaires entre les rebelles de la Séléka et les anti-Balaka l'an dernier.

Au cours de notre rencontre, Epaye a estimé que la principale faiblesse des administrations actuelles et précédentes réside dans leur absence au niveau local. En effet, la plupart des administrateurs ne sont pas encore déployés dans les municipalités, ce qui contribue à créer une situation dans laquelle la loi et l'ordre sont absents. Lors d'un discours à forte saveur électorale, elle a plaidé en faveur de la mise en place de piliers sécuritaires et humanitaires au niveau local, afin de montrer à la population locale que l'État centrafricain existe bel et bien et à l'électorat qu'il possède un certain degré de pouvoir.[22]

Jean-Baptiste Koba (origine ethnique: Mbati)

Jean-Baptiste Koba est très populaire auprès des médias français : il est parvenu à s'assurer une couverture médiatique conséquente sur les diffuseurs internationaux tels que RFI, TV5 et France 24. Mais à Bangui, il est difficile d'obtenir une opinion sur sa candidature probable.

Koba est le président d'un parti jadis prestigieux en RCA, le Mouvement de l'évolution sociale de l'Afrique noire (MESAN), le parti de Barthélemy Boganda. Le prestige du MESAN a toutefois grandement été affecté par la mort de ce dernier quelques mois avant l'indépendance et par le passage de David Dacko à la présidence. Sous la bannière du MESAN, Dacko a banni les autres partis politiques, a limité la plupart des libertés (notamment la liberté d'expression), et a instauré la tradition de piller les caisses de l'État, toujours en vigueur à ce jour.

> Il est peu probable que ses fonctions à la tête du MESAN lui attirent beaucoup d'électeurs

Il est peu probable que ses fonctions à la tête du MESAN lui attirent beaucoup d'électeurs. Fait à signaler cependant, même si cela a peu d'impact en dehors de la capitale, il utilise davantage les médias sociaux que la plupart de ses concurrents.

Colonel Anicet Saulet

(né en 1959, origine ethnique: Yakoma)

Le Colonel Anicet Saulet, un militaire originaire de Mobaye dans le sud-est du pays, est réputé pour prendre au sérieux les questions sécuritaires. Il pourrait donc attirer les électeurs qui estiment que le pays a besoin d'une armée robuste afin de défendre ses frontières et d'assurer la stabilité interne.[23] Ancien directeur de la compagnie de téléphonie mobile d'État SOCATEL, il est plus connu pour avoir été un chef rebelle à l'époque de la Mission interafricaine de surveillance des Accords de Bangui (MISAB)[24], en 1997, lorsqu'il s'est soulevé contre l'administration Patassé, à qui il reprochait d'utiliser le népotisme et le tribalisme pour affaiblir l'armée nationale. Cette période ayant profondément marqué la mémoire collective, cela devrait jouer en sa faveur lors des élections.

Autre élément qui risque de jouer en sa faveur : son âge. Cependant, une grande partie de son électorat est aussi favorable à Désiré Kolingba, ce qui provoquera inévitablement une division des voix si ce dernier se présente. Au moment d'écrire ces lignes, le Colonel Saulet avait été congédié de son poste d'Ambassadeur de la RCA en Égypte et sa tentative d'inscription auprès de la Commission électorale avait été rejetée. La raison de ce rejet n'a pas été rendue publique, et il a écrit une lettre à la présidente intérimaire Catherine Samba-Panza afin d'exprimer son désaccord avec cette décision.[25]

Pasteur Josué Binoua (origine ethnique: Mandja)

Le pasteur Josué Binoua fait également partie de ceux surnommés les aventuriers. Même si ses ouailles peuvent voir sa candidature d'un bon œil, il est difficile de trouver des opinions positives face à ses aspirations politiques. Sa nomination au CNT, où il a remplacé un musulman de la Séléka, est perçue comme un compromis visant à augmenter le nombre de chrétiens dans l'administration intérimaire. Il est décrit comme étant 'un rêveur, il parle trop et il n'a pas de vision (…) Il veut être ministre à tout prix et s'alignera sur quiconque lui offre un poste'.[26]

Le pasteur Binoua a été nommé par l'administration Bozizé ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation, en avril 2011, puis ministre de la Sécurité, de l'émigration, de l'immigration et de l'ordre public, en janvier 2013.

> Même si ses ouailles peuvent voir sa candidature d'un bon œil, il est difficile de trouver des opinions positives face à ses aspirations politiques

Désiré Kolingba (origine ethnique: Yakoma)

Fils de l'ancien président André Kolingba[27], Désiré Kolingba est arrivé second dans la course au poste de président par intérim du CNT : Catherine Samba-Panza a obtenu 75 voix tandis qu'il en a obtenu 53. Il est membre du parti fondé par son père, le Rassemblement Démocratique Centrafricain (RDC), et devrait selon toute vraisemblance en prendre la tête en remplacement du président actuel, Louis-Pierre Gamba, aux prises avec des problèmes de santé.

Désiré Kolingba a été nommé par l'administration Bozizé ministre de la Jeunesse, des sports, des arts et de la culture en décembre 2003, puis quatre fois ministre de la Jeunesse et des sports entre 2004 et 2007. Il a récupéré en janvier 2008 le portefeuille des Arts et la culture, puis a été nommé un an plus tard ministre chargé des Relations avec les institutions.

Chrétien converti à l'Islam depuis plusieurs années, Kolingba aurait les faveurs du président tchadien Idriss Déby. Un observateur explique que « Kolingba était le choix de Déby pour diriger le CNT et il a toujours une chance si Déby décide de l'appuyer financièrement (…) Déby veut un président qu'il peut contrôler. »[28]

75

VOTES

NOMBRE DE VOIX RÉCOLTÉES PAR CATHERINE SAMBA-PANZA POUR LE POSTE DE PRÉSIDENT PAR INTÉRIM

53

VOTES

NOMBRE DE VOIX RÉCOLTÉES PAR DÉSIRÉ KOLINGBA

Emile Nakombo (origine ethnique : Gbaya)

Emile Nakombo était auparavant affilié au RDC, et à moins qu'il ne prenne la tête du parti, ce qui ne risque pas d'arriver tant que Kolingba est là, il a très peu de chances d'être un candidat sérieux à la présidence. Une autre difficulté est que le RDC est principalement populaire auprès des Yakoma, dans la localité de Mobaye. N'étant ni un Yakoma, ni originaire du bastion du parti, ses chances de se faire élire sont à peu près nulles.[29]

De plus, il rentre dans la catégorie des aventuriers. 'À l'époque de Kolingba-père, Nakombo était connu pour avoir détourné des fonds gouvernementaux ; tout ce qu'il désire maintenant c'est devenir ministre et avoir un nom important', explique un observateur.[30]

Dr Bevara Lala (origine ethnique: Gbaya)

Bevara Lala est principalement connu pour sa tentative d'assassinat de l'ancien président David Dacko, au moyen d'une bombe posée au Cinéma Club de Bangui. Il aurait bénéficié à l'époque de l'appui de l'ex-Union Soviétique, mais aujourd'hui il semble faire

profil bas. Plusieurs diplomates étrangers l'ont placé sur la liste des candidats potentiels à la présidence, mais c'est tout ce que l'on sait. Il a nommé été par l'administration Bozizé ministre de l'Éducation nationale, de la littérature, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en mars 2003.

> Bevara Lala est principalement connu pour sa tentative d'assassinat de l'ancien président David Dacko

Elie Doté (né en 1947, origine ethnique: Mandja)
Depuis qu'il a démissionné de son poste de Premier ministre en 2008, Elie Doté a discrètement fait part de son intention de se présenter à la présidence. Originaire de Bossangoa, Doté est retourné à Bangui au début de l'année après une absence prolongée à l'étranger, notamment en Tunisie où il a travaillé pour la Banque africaine de développement en tant qu'expert sur les questions agricoles. Il est considéré comme trop âgé et déconnecté de la situation actuelle en RCA. Les représentants de la société civile estiment par ailleurs qu'il place les questions ethniques au-dessus des questions politiques.
Doté est considéré comme étant pro-Bozizé ; il a d'ailleurs été nommé Premier ministre en juin 2005 et s'est attribué le poste de ministre des Finances en septembre 2006.

Enoch Derant Lakoué
(né en 1945, origine ethnique: Gbaya)
Enoch Derant Lakoué a été pour un court laps de temps Premier ministre, à la fin de l'administration Kolingba et au début de l'administration Patassé. Il a ensuite été nommé ministre de l'Économie, de la planification et de la coopération internationale sous l'administration Bozizé, en février 2013. Ses tentatives de réintégrer les sphères du pouvoir se sont révélées infructueuses, même s'il a fait partie l'an dernier de l'éphémère gouvernement de transition de Bozizé. « Lakoué est vieux et fatigué, tout ce qu'il veut c'est un poste de ministre », explique une source. « C'est un bon ami de Sassou-Nguesso, qui le protège; Sassou loge même chez lui lorsqu'il est à Bangui.»[31]

Clément Belibanga
(né en 1952, origine ethnique: Yakoma)
Clément Belibanga, un ancien professeur d'économie qui réside en France, est le président d'un petit parti dénommé l'Alliance pour la Démocratie et le Développement (ADP).
Il a été ministre du Logement et de l'urbanisme sous l'administration Patassé, à partir de février 1997. Ce candidat potentiel rentre dans la catégorie des aventuriers. Les habitants de Bangui le voient comme un de ceux qui visent un poste de ministre.

Henri-Marie Dondra
(né vers 1960, origine ethnique: Yakoma)
Bien qu'Henri-Marie Dondra apparaisse comme un candidat potentiel sur plusieurs listes diplomatiques, il n'a pratiquement aucune chance de succès car il ne possède que très peu voire aucune expérience politique. Il a été directeur général du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique, basé à Cotonou, et dirige une ONG basée à Libreville.

Maître Mathias Morouba (origine ethnique: Mbati)
Maître Mathias Morouba est un avocat respecté de Bangui et un activiste pour les droits humains. En dehors de ce milieu, il reste toutefois relativement méconnu. Un haut-responsable du gouvernement a donné à l'auteur de ce rapport le conseil suivant concernant Morouba : « Il devrait plutôt tenter d'occuper l'ancien poste de Tiangaye que de se lancer en politique ».[32]

Joseph Bendounga
(né vers 1950, origine ethnique: Kaba)
Joseph Bendounga est un membre expérimenté de l'opposition. Dans les hautes sphères du pouvoir, il est reconnu comme étant constamment à contre-courant. Spécialisé dans les questions agricoles, il a été à partir de janvier 2013 vice-ministre du Développement rural et de l'agriculture, sous l'administration Bozizé, puis ministre de l'Agriculture sous l'administration Djotodia, à partir de mars 2013.
Le tact n'est pas la qualité première de Bendounga, et cela risque de jouer en sa défaveur. Il dépense beaucoup d'énergie à écrire des lettres accusatrices à ceux qu'il estime responsables de la situation actuelle en RCA[33]. Ses opposants ne le prennent pas au sérieux, mais il pourrait former une alliance qui augmentera ses chances.[34]

Jean-Barkes Ngombe-Kette
(né en 1953, origine ethnique: Gbaya)
Jean-Barkes Ngombe-Kette a été maire de Bangui au début de l'administration Bozizé. Principalement réputé pour avoir introduit les feux de signalisation dans la capitale[35], il reste relativement méconnu en dehors de Bangui. Certains se souviennent de son nom, sûrement en raison des accusations de détournement de fonds publics dans sa région natale de Bossangoa[36]. Il a passé plusieurs de ses jeunes années en France, où il a travaillé dans le domaine de l'informatique et dans le secteur des assurances.

Jean-Serge Bokassa
(né en 1972, origine ethnique: Ngbaka)
Jean-Serge Bokassa possède un nom bien connu : il est le fils de l'ancien président et « Empereur » Jean-Bedel Bokassa. Même si la plupart des Centrafricains sont trop jeunes pour

avoir connu cette époque, il existe une certaine nostalgie pour cette période de l'histoire du pays[37]. Si elle est officialisée, sa candidature n'a pratiquement aucune chance d'aboutir mais provoquera très certainement une division des voix dans sa région natale de Lobaye[38]. Bokassa a été ministre de la Jeunesse, des sports, des arts et la culture à partir d'avril 2011, sous l'administration Bozizé, mais a été démis de ses fonctions avant la fin de son mandat.

> Jean-Serge Bokassa possède un nom bien connu : il est le fils de l'ancien président et « Empereur » Jean-Bedel Bokassa

Ngere Kata (origine ethnique: Gbaya)
Ngere Kata est un intellectuel de la localité de Bambari. Il a passé la majeure partie de sa vie à l'étranger, notamment aux États-Unis. Récemment de retour en RCA, il parcourt depuis le pays afin de récolter des soutiens et de se faire connaître[39]. Il est considéré comme un humanitaire plus que comme un politicien.

François Passema (né en 1954)
Bien que présent comme candidat potentiel sur plusieurs listes diplomatiques, François Passema n'est pas considéré comme un prétendant sérieux à la présidence. Il est davantage populaire en France, où il vit et travaille, qu'en Centrafrique.

Général Moussa Dhaffane (origine ethnique: Goula)
Le Général Moussa Dhaffane aurait pu avoir des chances dans cette course à la présidence s'il n'avait pas été implqué dans la Séléka, détestée par la majeure partie des Centrafricains. La Convention patriotique pour la sauvegarde du Kodro (CSPK), qu'il a fondée en 2012, s'est jointe à la coalition de la Séléka. Au moment de l'étude sur le terrain, le Général Dhaffane semblait bien placé pour représenter la Séléka, si cette dernière venait à présenter un candidat à la présidence du pays. Mais depuis lors, le président déchu Michel Djotodia et son adjoint Noureddine Adam auraient à nouveau pris les rênes de la Séléka. Dans ce contexte, la candidature de Dhaffane est très incertaine. « C'est un bon gars, il a grandi au Km5 », estime un observateur[40].

Le Général Dhaffane a été nommé au début de l'année 2013 ministre des Eaux, des forêts, de la chasse et de la pêche, sous l'administration Bozizé, mais a participé au renversement de ce dernier.

Emmanuel Touaboy
(né en 1951, origine ethnique: Gbaya)
Emmanuel Touaboy a été Ambassadeur de la RCA aux États-Unis sous le règne de Patassé, et a conservé cette position lorsque Bozizé est arrivé au pouvoir en 2003. Le président l'a ensuite muté en Chine. Comme beaucoup d'autres sous les administrations Patassé et Bozizé, Touaboy est originaire de la localité de Bossangoa. Il n'est pas considéré comme un candidat sérieux. S'il se présente, il fera face à de nombreux concurrents issus de la même région qui bénéficient d'un meilleur appui populaire et politique.

Fernand Sylvio Mande Djapou (né vers 1980)
Fernand Djapou, coordinateur national du Réseau des organisations des jeunesses en droit de l'homme (CRNOJDH), est le plus jeune des candidats potentiels à la présidentielle. Il ne dispose d'aucune expérience politique, mais il semble très motivé à l'idée de laisser sa marque lors de la campagne électorale. Il est l'un des deux candidats potentiels dont les États-Unis pourraient appuyer la candidature[41]. Toutefois, il ne dispose ni de la base populaire ni des appuis politiques suffisants pour espérer l'emporter le jour des élections.

Pascal Koyagbélé
(né vers 1970, origine ethnique: Yakoma)
Pascal Koyagbélé fait campagne depuis l'Afrique du Sud. Chef d'une organisation dénommée l'Association des Paysans de Centrafrique (APC), il tente de convaincre le gouvernement de Pretoria qu'il représente la relève non-francophile Koyagbélé est originaire du sud-est, une région dominée par l'ethnie Yakoma qui est en majorité favorable à l'ancien président André Kolingba[42]. Afin d'accroître sa base populaire, il semble avoir forgé une alliance avec le président déchu François Bozizé et d'autres partisans du KnK[43]. Il semble qu'il bénéficie d'un certain capital sympathie auprès du Congrès national africain, le parti au pouvoir en Afrique du Sud[44], mais peu de monde le connaît en Centrafrique. Son père, un banquier à la retraite qui vit toujours à Bangui, possède une bien meilleure réputation[45].

Henri Pouzère (origine ethnique : Banda)
Henri Pouzère occupe depuis 2013 le poste de ministre des Postes, des télécommunications et des nouvelles technologies. Malgré les efforts déployés par son directeur de cabinet pour obtenir des soutiens en vue de la présidentielle, ses chances de succès sont quasi-nulles.

Colonel Parfait Mbaye (origine ethnique: Yakoma)
Le colonel Parfait Mbaye, membre des Forces armées centrafricaines (FACA), est un partisan de Bozizé depuis que ce dernier a entamé une campagne pour renverser le président Ange-Félix Patassé. Il est peu probable qu'il récolte beaucoup de voix lors du scrutin, la plupart des Centrafricains estimant que les chefs militaires proches de Bozizé sont responsables des violences, des tueries et des pillages qui étaient monnaie courante lors de la décennie durant laquelle le président déchu était au pouvoir. Il a occupé de nombreux postes gouvernementaux : ministre de la Communication, de la réconciliation nationale et de la culture démocratique (décembre 2003) ; ministre de l'Agriculture (septembre 2004) ; ministre de l'Agriculture et du développement rural (juin 2005) ; ministre des Transports et de l'aviation civile (septembre 2006) ; ministre des Transports (avril 2011) ; et deuxième vice-Premier ministre en charge des Affaires étrangères, de l'intégration, de la Francophonie et des Centrafricains de l'étranger (janvier 2013)

> La plupart des Centrafricains estiment que les chefs militaires proches de Bozizé sont responsables des violences, des tueries et des pillages qui étaient monnaie courante lors de la décennie durant laquelle le président déchu était au pouvoir

Jean-Jacques Demafouth
(né en 1959, origine ethnique: Banda)
Jean-Jacques Demafouth, qui serait actuellement en exil en France, est l'un des personnages politiques centrafricains les plus controversés. Au cours de sa carrière politique, rares sont les périodes où il n'a pas été accusé ou soupçonné d'implication dans une tentative de coup d'État ou d'armement des rebelles. Ministre de la Défense sous l'administration Patassé, il a fait plusieurs passages au gouvernement depuis lors, notamment dans des postes en lien avec le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR). Il possède une très faible base électorale et ses détracteurs estiment que les seuls appuis dont il dispose proviennent de France.

Marie-Madeleine N'Kouet
(origine ethnique: Yakoma)
Marie-Madeleine N'Kouet a brièvement été ministre de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, sous l'administration Bozizé (janvier 2013), puis ministre du Logement et de l'habitat sous l'administration Djotodia (mars 2013). N'Kouet, qui fait partie des aventuriers, n'a pratiquement aucune chance de l'emporter si elle se présente car elle ne dispose de l'appui d'aucun parti et reste relativement méconnue en RCA.

Lieutenant Colonel Sylvain Ndoutingaï
(né en 1972, origine ethnique : Gbaya)
Le Lieutenant-Colonel Sylvain Ndoutingaï est un des nombreux partisans de Bozizé qui devraient se présenter aux prochaines élections. Neveu de l'ancien président et originaire de la même ville de Bossangoa, Ndoutingaï a occupé plusieurs positions au sein de l'administration de son oncle : ministre de l'Énergie et des mines (mars 2003 à 2004 puis janvier 2006 à 2007) ; ministre des Mines, de l'énergie et de l'électricité (septembre 2004 puis janvier 2008) ; et ministre des Finances (janvier 2013). Ses chances de l'emporter de manière libre et crédible sont quasi-nulles étant donné son association avec le régime déchu de Bozizé.

Cyriaque Gonda (né en 1968, origine ethnique: Gbaya)
Le nom de Cyriaque Gonda n'apparaît que sur une seule liste diplomatique. Ancien ministre des Communications, du dialogue et de la réconciliation nationale sous l'administration Bozizé (janvier 2008), il est actuellement connu en tant que leader d'un regroupement d'organisations militant pour que le futur du pays se décide à Bangui et non pas dans les capitales étrangères[46]. Lors de son passage au gouvernement, il a été accusé de détournement de fonds gouvernementaux. Les médias l'ont aussi accusé de construire un empire immobilier à l'étranger grâce à ces fonds mal-acquis. Il a réfuté ces allégations.

> Gonda est actuellement connu en tant que leader d'un regroupement d'organisations militant pour que le futur du pays se décide à Bangui et non pas dans les capitales étrangères

Jean-Serge Wafio (origine ethnique : Gbaya)
Plusieurs fois ministre au sein des administrations qui se sont succédé, Jean-Serge Wafio s'est fait congédier à de nombreuses reprises. Il a été ministre des Mines et de l'énergie sous l'administration Patassé, directeur général de la société d'énergie centrafricaine (Enerca) puis directeur général du Trésor public sous l'administration Bozizé, et enfin ministre de la Reconstruction des bâtiments publics en janvier 2008. Son nom n'apparaît que sur une seule liste diplomatique des candidats potentiels. Classé aventurier, il ne représente pas une option viable.

Jean-Michel Mandaba (origine ethnique : Banda)
Jean-Michel Mandaba dirige un petit parti, le Parti pour la Gouvernance Démocratique (PGD). Il a été nommé en avril 2011 ministre de la Santé sous l'administration Bozizé, puis a représenté la préfecture de Bamingui-Bangoran sous l'administration Djotodia. Il rentre lui aussi dans la catégorie des aventuriers. Le commentateur politique Wilfrid Maurice Sebiro a dressé un profil extrêmement négatif de Mandaba qui se concluait par ces mots : « les Centrafricains espèrent un jour (…)demander l'annulation de la nomination des personnalités aux mentalités douteuses aux postes de responsabilité ».[47]

Karim Mekassoua (origine ethnique : Ronga)
Karim Mekassoua espérait remplacer Michel Djotodia au poste de président par intérim. Bien que présent sur la liste, il a récolté beaucoup moins de votes que Catherine Samba-Panza. Mekassoua a été le chef de la branche politique du groupe rebelle qui a porté Bozizé au pouvoir, en 2003, et a ainsi été nommé à plusieurs postes à responsabilités. Il a notamment été nommé ministre des Affaires étrangères en mars 2003 et ministre de l'Éducation en décembre 2003 puis en septembre 2004.
Mekassoua est un musulman originaire du sud-ouest du pays. Absent de l'arène politique depuis quelques temps et ne disposant d'aucun appui politique ni d'aucune base électorale, ses chances sont quasi-nulles.

Yvon Kamach
(né en 1972, origine ethnique : Gbaya/Syrien)
Yvon Kamach est un homme d'affaires basé à Bangui. Il dirige la plus grosse entreprise privée du pays. Il ne possède aucune expérience en politique, mais les affaires de sa famille prospèrent depuis l'époque de Bokassa. Sur la base d'entretiens avec plusieurs sources bien placées, j'en suis arrivé à la conclusion qu'Yvon Kamach se présentera bien à la présidentielle ; bénéficie de l'appui d'un gouvernement étranger qui a une grosse influence économique en RCA ; et bénéficiera de l'appui de plusieurs autres candidats, qu'ils soient déjà dans la course à la présidentielle ou non. Même s'il n'est pas directement impliqué en politique, il a réuni en silence une équipe de jeunes activistes qui parcourent le pays à la recherche de soutiens. Il a aussi créé un think-tank (Fini Sêse) spécialisé dans la pensée politique stratégique qui a invité des Centrafricains de premier plan à faire part de leurs réflexions sur la manière de faire avancer le pays en se basant avant tout sur des idées, tel que préconisé par Barthélémy Boganda[48].

Yvon Kamach est la personne à surveiller au cours des prochains mois et, à mon avis, l'un des rares candidats qui pourrait enfin faire une différence positive en RCA.

Conclusion

Les élections auront lieu en 2015, que le pays y soit préparé ou non. Elles doivent avoir lieu afin de faire sortir le pays du purgatoire dans lequel il est se trouve actuellement. Il est pour l'heure pratiquement impossible pour la présidente intérimaire, Catherine Samba-Panza, de faire avancer le pays et de reconstruire de zéro les institutions dont le pays a besoin pour fonctionner.

Ce n'est en effet qu'une fois qu'une certaine stabilité et qu'une continuité politique seront acquises, grâce à des élections qui aboutissent à la mise en place d'un gouvernement légitimement élu, que des actions concrètes pourront être entreprises.

La principale faiblesse inhérente aux prochaines élections réside dans l'absence relative de nouveaux candidats potentiels. Une fois les voix comptabilisées, les résultats annoncés et le cabinet formé par le président nouvellement élu, il est presque certain que beaucoup de personnalités des régimes Patassé, Bozizé et Djotidia seront de retour dans les bureaux des ministères. Leur passage dans divers ministères a prouvé que la plupart d'entre eux était au mieux inefficaces et au pire des criminels pilant les ressources de l'État ou instiguant la violence.

Durant ce qu'il reste de la période de transition, la communauté internationale pourrait poser des actions visant à aider à mettre fin à la culture de l'impunité qui domine presque tous les aspects de la vie en Centrafrique, notamment en politique. La liste des candidats potentiels serait bien plus courte si tous ceux qui ont été impliqués dans des activités criminelles étaient tenus responsables de leurs actes. La culture qui prévaut actuellement encourage les candidats aventuriers.

Mais mettre fin à ce phénomène ne se fait pas du jour au lendemain. Le principal défi du pays après les élections sera de réussir à bâtir un gouvernement efficace à partir d'éléments inefficaces. La tâche n'est pas impossible, à condition que le pays se dote de nouveaux dirigeants ayant une vision pour leur pays et que la communauté internationale appuie la reconstruction des institutions gouvernementales nécessaires à la survie de ce nouveau gouvernement.

Notes

1 Aventuriers: personnes sans scrupules. Un terme utilisé le plus souvent par les politiciens, les fonctionnaires, les activistes des droits de l'homme et les membres des groupes de jeunes interrogés.

2 Il n'est pas encore décidé qui sera en charge de l'observation de ces élections, mais la MINUSCA sera en place d'ici aux élections. Elle disposera surement d'une unité électorale qui fera partie de l'équipe d'observation.

3 Soit quelque 60 000 euros, ce qui n'est pas suffisant pour assurer l'efficacité.

4 Voir la page du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), http://countryoffice.unfpa.org/car/2011/06/06/3381/rgph_2013.

5 FNUAP, http://countryoffice.unfpa.org/car.

6 Jeune Afrique, http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20140218121237.

7 Mandat de la MINUSCA, selon la résolution 2149 du Conseil de sécurité de l'ONU.

8 http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-96_fr.htm.

9 La date limite pour s'inscrire en tant que candidat est 30 jours avant le jour des élections.

10 7 600 euros.

11 La majorité des candidats de cette liste ont occupé des postes ministériels au sein des précédentes administrations, y compris celle de Bokassa.

12 Analyste politique senior et membre du CNT.

13 Les ONG des droits de l'homme basées à Bangui, les fonctionnaires électoraux, les politiciens de l'opposition et les membres de la communauté juridique.

14 Un membre du CNT avec des ambitions politiques.

15 Un membre du CNT originaire du sud qui exprime la crainte répandue chez les habitants du sud de voir le MLPC reprendre le pouvoir.

16 Doubane est le seul né après l'indépendance qui est devenu ministre au sein du gouvernement.

17 Doubane a aussi été porte-parole de groupe des Ambassadeurs africain à l'ONU.

18 Selon des membres du CNT et des fonctionnaires seniors de l'ONU.

19 La plupart des candidats ou candidats potentiels affirment avoir l'appui de la France ou des États-Unis et, dans une moindre mesure, de l'Afrique du Sud, afin de donner un poids supplémentaire à leur candidature.

20 La teneur du programme politique n'a que peu d'importance le jour des élections, le vote se faisant généralement sur des bases ethniques, dans l'espoir d'être là au bon endroit au bon moment lorsqu'un des siens l'emporte.

21 Un vétéran de la politique centrafricaine.

22 Les élections municipales n'ont pas été organisées depuis la présidence de David Dacko. Depuis lors, les maires étaient nommés.

23 Commentaire d'un membre du CNT.

24 La MISAB était une mission régionale de maintien de la paix financée et équipée par la France.

25 Voir http://www.lanouvellecentrafrique.info/egypte-le-colonel-anicet-saulet-rompt-lesilence.

26 Quelques une des observations les moins rudes concernant José Binoua faites par les experts politiques de Bangui. La plupart des personnes interrogées d'avaient pas d'opinion sur ce candidat potentiel à la présidence.

27 Le général Kolingba a pris le pouvoir suite à un coup d'État militaire en 1981, renversant David Dacko. Il est resté au pouvoir jusqu'en 1993, lorsqu'il a été remplacé par Ange-Félix Patassé à la suite d'élections présidentielles.

28 Commentaires d'un fonctionnaire.

29 Nakombo est de Berberati, dans le sud-ouest.

30 Commentaires d'un fonctionnaire.

31 Commentaires d'un fonctionnaire ainsi que d'un membre du CNT.

32 Tianguaye, ancien avocat en droits de l'homme, et devenu Premier ministre au sein du gouvernement de Michel Djotodia. Ce choix a surement irrémédiablement endommagé son image de défenseur des sans-voix.

33 Bendouga était en train de rédiger une lettre à l'Ambassadeur de France en RCA au moment de ma visite. La lettre ne respectait aucune convention diplomatique et provoqué, sans surprise, une réponse sèche de la part de l'Ambassade française.

34 Bendouga pourrait former une alliance avec Jean-Serge Bokassa, fils de l'ancien président Jean-Bedel Bokassa, et Marcel Mokwapi, un ancien journaliste devenu activiste des droits de l'homme et ayant des aspirations politiques.

35 Les feux rouges, objets de curiosité plus qu'autre chose, ont cessé de fonctionner peu après leur installation.

36 Allégations faites par un fonctionnaire.

37 La population, notamment à Bangui, estime que le dernier investissement de taille dans l'infrastructure remonte à la période Bokassa. Il semble qu'il y ait une amnésie collective à l'égard de nombreuses atrocités commises par le régime de Bokassa, qui l'ont d'ailleurs conduit à être renversé.

38 Bokassa pourrait former une alliance avec Joseph Bendounga et Marcel Mokwapi.

39 Commentaires d'un fonctionnaire électoral senior.

40 Commentaires d'un ancien membre de l'administration Bozizé, en référence au quartier de la capitale à majorité musulmane.

41 L'autre est Charles Armel Doubane. Pour des raisons inconnues, un haut responsable américain a insisté pour que je passe du temps avec Doubane et Djapou.

42 Et pourrait appuyer son fils, Désiré.

43 KnK, Kwa na Kwa, est le parti de Bozizé. Un de ses fondateurs et ancien mentor de Bozizé, Henri Grothe, a récemment passé quelques temps en Afrique du Sud pour récolter des appuis pour Koyagbélé.

44 Une association Bozizé-Koyagbélé risque de conduire l'Afrique du Sud à revenir en RCA pour y développer ses intérêts économiques en échange de son appui à leur candidature.

45 Joseph Koyagbélé, que j'ai rencontré, m'a fait part de son inquiétude quant à la voie politique empruntée par son fils. Comme beaucoup de personnes issues de Mobaye, Koyagbélé–père appuie le RDC.

46 Cyriaque Gonda a dirigé un groupe de 49 partis politiques militant pour le boycott du Forum de Brazzaville, organisé en RCA entre le 21 et le 23 juillet.

47 Wilfried Sebiro, Jean Michel Mandaba : un traître rattrapé par les combattants de la démocratie. http://www.centrafriquelibre.info/?p=773.

48 http://www.paix-democratie.org.

À propos de l'auteur

L'implication de David Smith en Centrafrique remonte à son déploiement à Bangui en 1998, pour le Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU. En tant que membre de la mission MINURCA, il a mis en place la Radio MINURCA (désormais Radio Ndeke Luka), la première radio nationale indépendante du pays. Il continue d'écrire et de faire des recherches en RCA pour le compte de l'ISS, du quotidien Mail & Guardian et d'autres organisations.

À propos de l'ISS

L'Institut d'Études de Sécurité est une organisation africaine œuvrant au renforcement de la sécurité humaine sur le continent. Elle effectue de la recherche indépendante et reconnue, fournit des analyses et conseils sur les politiques provenant d'experts, tout en menant des formations pratiques et de l'assistance technique.

Remerciements

ISS souhaite remercier pour leur appui les membres suivants de son Forum des partenaires: les gouvernements de l'Australie, du Canada, du Danemark, des États-Unis, de la Finlande, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède.

ISS Pretoria
Block C, Brooklyn Court
361 Veale Street
New Muckleneuk
Pretoria, South Africa
Tel: +27 12 346 9500
Fax: +27 12 460 0998
pretoria@issafrica.org

ISS Addis Abéba
5th Floor, Get House
Building, Africa Avenue
Addis Abéba, Ethiopia
Tel: +251 11 515 6320
Fax: +251 11 515 6449
addisababa@issafrica.org

ISS Dakar
Quatrième étage
Immeuble Atryum
Route de Ouakam
Dakar, Senegal
Tel: +221 33 860 3304/42
Fax: +221 33 860 3343
dakar@issafrica.org

ISS Nairobi
Braeside Gardens,
off Muthangari Road
Lavington, Nairobi, Kenya
Tel: +254 20 266 7208
Fax: +254 20 266 7198
nairobi@issafrica.org

www.issafrica.org

© 2014, Institut d'Études de Sécurité

L'ISS dispose des droits d'auteur pour l'intégralité de ce volume et aucune partie ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, sans l'autorisation explicite, par écrit, de l'Institut. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut, de ses fiduciaires, des membres du Conseil consultatif ou des donateurs.

Rapport sur l'Afrique centrale numéro 2

ISSN 1026-0404

9 771026 040004